



## INSTITUTION ADOUR

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 23 avril 2025**  
(Convocation du 16 avril 2025)

Aujourd'hui, le 23 avril 2025 à 15h30, le collège membres fondateurs dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	20 20
<b>Présents</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	11 11
<b>Pouvoirs</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	11 11
<b>Contre</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0
<b>Abstention</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0

### Étaient présents :

Mme Agathe Bourretère, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier

### Étaient excusés :

Mme Nathalie Barrouillet, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Bernard Poublan, M. Marc Saint-Estevan

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : Paul Carrère



**OBJET : Affaires générales - Ressource en eau - Sollicitation de l'aide de l'agence de l'eau Adour-Garonne au titre du soutien des débits de l'Adour et de ses affluents - DSP DIG**

**Exposé des motifs :**

Le président souhaite porter à la connaissance des membres de l'EPTB, les avancées que vient de connaître le bassin Adour Garonne au travers des réflexions et expérimentations menées au titre de la mise en œuvre du « nouveau modèle économique de soutien des débits ».

Il rappelle que depuis plus de 4 ans l'EPTB Adour participe, en tant que gestionnaire d'ouvrages de réalimentation à vocation multi-usages, aux réflexions, études, expérimentations, conduites par l'agence de l'eau concernant le « nouveau modèle économique ».

Les modélisations techniques opérées dans le cadre de l'expérimentation ont montré la possibilité de démontrer et quantifier, a posteriori, la contribution respective des volumes lâchés entre d'une part la réduction du déficit dû aux prélèvements effectués sur l'axe réalimenté, et d'autre part la réduction du déficit dû à une hydrologie naturelle insuffisante.

Ces modélisations ont également montré une forte variabilité de cette répartition selon les années et les territoires. En synthèse et hors cas de gestion spécifique, il peut être considéré que la part bénéficiant aux milieux est, selon les bassins, de l'ordre de 20 à 50% en moyenne pondérée interannuelle. Ces ordres de grandeur permettent de légitimer techniquement le principe d'un financement public et d'orienter un cadre quant au taux d'aide à appliquer.

Le président tient à rappeler l'importance de ce travail pour l'ensemble des préleveurs du bassin, lesquels financent actuellement la totalité des frais de fonctionnement de la réalimentation de l'Adour et de ses affluents. Il indique ensuite que, comme il s'y était engagé lors du comité syndical du 17 juillet 2024, devant les associations d'irrigants, les chambres d'agriculture et l'OUGC, il a défendu ce sujet, avec le soutien des motions des quatre Départements de l'Adour, devant le conseil d'administration de l'agence de l'eau, ainsi qu'en comité de bassin, afin qu'une juste répartition des coûts soit assumée par l'ensemble des acteurs bénéficiant des aménités de la réalimentation.

Ce combat pour l'équité tarifaire a été porté au niveau du comité de bassin afin d'atténuer les différences de tarification entre les bassins en Adour Garonne et faire reconnaître la contribution des systèmes de réalimentation à une meilleure tenue des DOE (débits d'objectif d'étiage) au profit de l'ensemble des usages, bon état des milieux, eau potable, salubrité, ainsi que compensation des usages anthropiques (préleveurs ou non préleveurs).

Il indique enfin qu'à l'issue de ces longs travaux, les services de l'État viennent de valider les principes ci-dessus, au travers de la reconnaissance de la réalimentation et du soutien d'étiage en tant que contributifs à la notion de service non économique d'intérêt général (SNEIG).

Ainsi, cela se traduit dans le 12<sup>ème</sup> plan de l'agence de l'eau Adour-Garonne par de la mise en place d'une aide financière au soutien d'étiage votée en conseil d'administration le 10 avril dernier, avec effet immédiat dès 2025.

Le taux d'aide de l'animation et de la gestion opérationnelle est de 50%.

Le taux d'aide minimal, appliqué aux coûts relatifs à la mobilisation des stocks ou d'exploitation, maintenance et renouvellement des ouvrages est de 20%. Il peut être bonifié selon les critères suivants : pilotage, performance, programme de sobriété/préservation de la qualité de l'eau.

Vu la délibération 2024\_V\_1 en date du 17 juillet 2024 de l'Institution Adour portant sur « stockage de l'eau, stratégie de réalimentation du bassin de l'Adour et modèle économique des réservoirs de soutien d'étiage multi-usages »,

Vu les motions des quatre conseils départementaux du bassin de l'Adour en faveur d'une participation financière de l'agence de l'eau au titre des volumes d'eau consacré à des usages d'intérêt général afin d'atténuer les charges de fonctionnement assumées à ce jour exclusivement par les préleveurs du bassin de l'Adour,

Vu la délibération de l'agence de l'eau n°DL/CA/25-11 en date du 10 avril 2025 relative à l'aide au soutien des débits pour contribuer à la satisfaction des DOE du SDAGE,

Considérant l'enjeu stratégique de soutien des débits et son objectif d'intérêt général pour préserver la biodiversité aquatique et le bon fonctionnement des milieux naturels et favoriser un aménagement durable des territoires en assurant tant la continuité des usages sur les axes réalimentés (eau potable, activités économiques) que leur nécessaire transition vis-à-vis du changement climatique,

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



Considérant la qualification du soutien des débits en vue de satisfaire les débits objectifs d'étiage du SDAGE en tant que service non économique d'intérêt général (SNEIG),  
Considérant la capacité utile de stockage des ouvrages en gestion de l'Institution Adour d'une part et les volumes contractualisés et réservés à la compensation des prélèvements d'autre part,  
Considérant que, sur le bassin de l'Adour, les préleveurs sont, à ce jour, les seuls financeurs de la totalité des coûts liés à la réalimentation et à la gestion de l'étiage,

## LE COLLEGE MEMBRES FONDATEURS

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

### DECIDE

#### Article 1

- de solliciter l'aide financière de l'Agence de l'eau pour le soutien des débits à compter de 2025,
- de solliciter l'aide sur les axes réalimentés compris dans la concession de service public comme pour le périmètre régi par la déclaration d'intérêt général (DIG) Adour en amont de Aire-sur-l'Adour,
- de solliciter l'établissement avant la période de basses eaux, d'une convention tripartite de financement (État, agence de l'eau, Institution Adour), dans laquelle seront co-construites et spécifiées les modalités pratiques d'analyse appliquées au contexte du bassin Adour, pour l'évaluation des critères, pilotage, performance, programme de sobriété/préservation de la qualité de l'eau, servant à la bonification des taux d'interventions,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

#### Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 23 avril 2025 à Haut-Mauco,

Le Président,  
Paul CARRÈRE

## **12<sup>EME</sup> PROGRAMME PLURIANNUEL D'INTERVENTION MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES AIDES « GESTION QUANTITATIVE DE LA RESSOURCE ET ECONOMIES D'EAU » LIGNE 21 – AIDE AU SOUTIEN DES DEBITS POUR CONTRIBUER À LA SATISFACTION DES DOE DU SDAGE**

**Le conseil d'administration de l'agence de l'eau Adour-Garonne délibérant valablement,**

*Vu la délibération n° DL/CB/21-20 du 15 septembre 2021 relative à la stratégie de gestion quantitative de l'eau,  
Vu la délibération n° DL/CB/23-05 du 25 avril 2023 relative au nouveau modèle économique pour le soutien d'étiage,*

*Vu la délibération n° DL/CB/24-35 du 5 décembre 2024 adoptant la motion relative au nouveau modèle économique pour le soutien d'étiage,*

*Vu la délibération n° DL/CA/24-56 du 10 octobre 2024 relative aux modalités et conditions d'attribution des aides « gestion quantitative de la ressource et économies d'eau » - ligne 21*

*Vu la délibération n° DL/CA/24-51 relative aux modalités générales d'attribution et de versement des aides de l'agence de l'eau au 12ème programme,*

*Vu le déficit quantitatif actuel de 250 Mm3/an et les résultats d'explo 2 qui confirment que le bassin Adour-Garonne sera particulièrement touché par les impacts du changement climatique et que le déficit va s'accroître pour atteindre 1,2 Mdsm3 d'ici 2050, si rien n'est fait,*

*Vu l'enjeu stratégique de soutien des débits et son objectif d'intérêt général pour préserver la biodiversité aquatique et le bon fonctionnement des milieux naturels et favoriser un aménagement durable des territoires en assurant tant la continuité des usages sur les axes réalimentés (eau potable, activités économiques) que leur nécessaire transition vis-à-vis du changement climatique ;*

*Vu la qualification du soutien des débits en vue de satisfaire les débits objectifs d'étiage du SDAGE en tant que Service non économique d'intérêt général (SNEIG);*

Décide :

### **Article 1 : Articulation avec la délibération relative aux modalités et conditions d'attribution des aides à la gestion quantitative de la ressource et aux économies d'eau**

La présente délibération porte sur la mise en œuvre des objectifs et conditions de la délibération DL/CA/24-56 « gestion quantitative de la ressource et économies d'eau » :

- Article 2, objectif stratégique 1 « Promouvoir une gestion quantitative équilibrée de la ressource et déployer les projets multi-usages permettant des bénéfices multiples vis-à-vis des milieux et des usages situés en aval »
- Article 3, objectif opérationnel 1.3 « Agir sur la disponibilité de la ressource pour préserver les milieux et les usages par un **renforcement du soutien des débits sur la base du nouveau modèle économique** et l'amélioration de l'efficacité des lâchers ou des transferts (instrumentation, modèles, télégestion)
- Article 6, conditions d'éligibilité relatives aux « accords de déstockage et soutien des débits ».



Les dispositions de la délibération n° DL/CA/24-51 relative aux modalités et conditions générales d'attribution des aides s'appliquent sous réserve des dispositions particulières de la présente délibération.

## **Article 2 : Résultats attendus**

Les opérations accompagnées par l'Agence sur la période 2025-2030 contribuent à satisfaire les DOE du SDAGE et atteindre l'objectif cible de mobilisation de 37 Mm3 supplémentaires pour le soutien d'étiage d'ici 2030.

Pour bénéficier des aides, les projets devront contribuer aux objectifs stratégique et opérationnel précités à l'article 1.

L'atteinte des objectifs des projets sera évaluée à l'aide d'indicateurs adaptés, listés à l'art.6. de la présente délibération.

## **Article 3 : Bénéficiaires**

Le bénéficiaire est le gestionnaire du soutien des débits.

Il est mandaté, via une convention établie avec l'Etat et l'Agence qui :

- Le désigne pour assurer une mission de service public portant sur la mise en œuvre des dispositions du SDAGE relatives à la gestion quantitative et au soutien des débits,
- Identifie tous les points nœuds du SDAGE qui sont positionnés sur les axes réalimentés du système de soutien des débits et influencés par les lâchers. Ils constituent le référentiel en termes d'objectifs de gestion.

## **Article 4 : Conditions d'éligibilité**

L'ensemble des conditions suivantes doit être respecté :

- Le soutien des débits fait l'objet d'un pilotage visant la satisfaction d'objectifs de gestion fixés aux points nœuds du SDAGE identifiés dans la convention de mandat définie en art.3
- Les prélèvements effectués sur l'axe réalimenté sont encadrés selon les modalités fixées par le code de l'environnement, et en cohérence avec le volume prélevable notifié et les trajectoires de retour à l'équilibre ;
- Le financement du soutien des débits fait l'objet d'une tarification auprès des usagers, conformément au SDAGE ;
- A compter de la campagne 2027, le bénéficiaire intègre une projection à moyen terme (5-10 ans) du coût durable du soutien des débits, intégrant d'une part le besoin en renouvellement des infrastructures permettant la gestion de long terme du patrimoine, et d'autre part les coûts induits pour répondre aux effets du changement climatique (fréquence accrue de mobilisation des stocks, accès à des stocks supplémentaires), assorti d'une stratégie de financement de ces coûts ;
- Est mise en place une instance de pilotage et de concertation portant sur la gestion de l'étiage et la tarification. Cette instance assure une représentativité de l'ensemble des acteurs (collectivités, Etat, usagers économiques, usagers non économiques).

La demande d'aide pourra être déposée soit à l'amont de la campagne d'étiage, soit à l'issue de la campagne de soutien des débits, en dérogation à l'art.10 de la délibération DL/CA/24-51.

## **Article 5 : Assiette de l'aide**

L'assiette de l'aide est constituée des coûts annuels du soutien des débits, qui comprennent :

- Le coût d'animation et de gestion opérationnelle (information/concertation, acquisition de données, pilotage...)
- Le coût relatif à la mobilisation de stocks dans le cadre d'un accord contractuel entre Etat, Agence, bénéficiaire et propriétaire d'ouvrage ou son délégataire, selon la méthode dite du partage des charges validée par les instances de bassin
- Les coûts d'exploitation, de maintenance et de renouvellement des ouvrages dont le bénéficiaire est propriétaire ou délégataire

## **Article 6 : Taux, conditions de bonification**

Le taux d'aide de l'animation et de la gestion opérationnelle est de 50%.

Le taux d'aide minimal, appliqué aux coûts relatifs à la mobilisation de stocks ou d'exploitation, maintenance et renouvellement des ouvrages est de 20%. Il peut être bonifié jusqu'à un taux maximal de 50% selon les critères suivants :

Critère	Bonification maximale	Conditions d'attribution de la bonification
Pilotage	10%	La stratégie de gestion fait l'objet d'une formalisation annuelle (objectifs, moyens) Les moyens mis en œuvre (données mobilisées, mesures, outils tels que les courbes de défaillance, ...) sont décrits dans cette stratégie ainsi que les modalités de rapportage des données mobilisées auprès des partenaires La bonification est modulée au regard des moyens de pilotage mis en œuvre pour une connaissance fine des besoins (exemple : compteurs communicants, modélisation)
Performance	10%	Le bilan de campagne fait l'objet d'une formalisation annuelle, restituant le contexte (hydroclimatique, expression des usages), les modalités de gestion mises en œuvre, les données mobilisées et les indicateurs de performance listés en annexe La bonification est modulée au regard des indicateurs de performance (annexe) ; leur satisfaction est analysée en tenant compte des éléments de contexte de la campagne (exemple : année particulièrement sèche ou humide)
Programme de sobriété / préservation de la qualité de l'eau	10%	Elaboration d'un programme fixant des objectifs sur la sobriété et sur l'évolution des usages et pratiques, contribuant à l'amélioration qualitative et quantitative des eaux et à l'adaptation au changement climatique, et définissant une stratégie pour atteindre ces objectifs, articulée avec la feuille de route portée par l'EPTB ou la structure assimilée compétente sur le sous-bassin concerné.  Ce programme porte sur de l'animation et des actions opérationnelles, soit sous maîtrise d'ouvrage du bénéficiaire, soit par des acteurs du territoire dans le cadre d'un partenariat avec le bénéficiaire, sur le territoire concerné par le soutien des débits. Il fait l'objet d'un suivi annuel.

## **Article 7 : Date d'application**

Le présent texte prend effet pour toute aide attribuée à compter du 1<sup>er</sup> mai 2025.

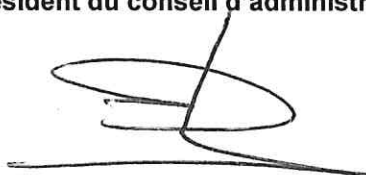
**Fait et délibéré à Toulouse, le 10 avril 2025**

**La directrice générale**



**Elodie GALKO**

**Le président du conseil d'administration**



**Pierre-André DURAND**



## Annexe : Indicateurs de performance du soutien des débits

La performance du soutien des débits est analysée au regard des indicateurs cumulatifs suivants :

- Le non-franchissement du DCR aux points nodaux du SDAGE identifiés dans la convention de mandat (art.3)
- La satisfaction des débits cibles de gestion, aux points nodaux du SDAGE identifiés dans la convention de mandat, et mentionnés dans la formalisation annuelle de la stratégie de gestion mentionnée à l'art.6
- L'efficacité des lâchers :  
VDE = volume déstocké contribuant au débit cible de gestion  
VL = volume lâché  
Critère d'efficacité satisfait si :  $VDE / VL \geq 60\%$
- Répartition des lâchers sur la période d'étiage  
D = déficit  
Critère de répartition satisfait si :  $(VDE \text{ sept-oct} / VDE \text{ juin-oct}) = (D \text{ sept-oct} / D \text{ juin-oct}) \pm 30\%$